

Conseil Départemental : C'est NON au Pacte financier proposé par l'Etat



Conseil Départemental : C'est NON au Pacte financier proposé par l'Etat

En prélude de la session extraordinaire du Conseil Départemental de ce vendredi 29 juin en fin de matinée, ce sont les postiers en grève de Vic-Fezensac qui ont pris la parole par un communiqué de l'intersyndicale Sud PTT/Solidaires, CGT, UNSA, et FO du Gers. Après avoir exposé durant près d'un quart d'heure le pourquoi de ce mouvement, les représentants syndicaux ont eu droit aux applaudissements de l'Assemblée Départementale laquelle a émis un vœu de soutien à ce mouvement social qui sera d'ailleurs adressé à la préfète du Gers et à la direction de la Poste.

Quant à l'ordre du jour il s'agissait de délibérer sur la contractualisation entre l'État et le Gers. Le président, Philippe Martin, qui clairement s'était déjà exprimé pourquoi le Gers ne pourra pas signer le Pacte financier que lui propose l'État, a déroulé une analyse sans concession sur « l'attitude fermée du gouvernement ». Ce qui irrite le Président est que « depuis des années, les dépenses sociales obligatoires, qui représentent 60% de nos dépenses de fonctionnement augmentent mécaniquement de 3,8% par an sans que le Département ait la moindre responsabilité dans cette évolution : les gens vivent plus vieux, la justice nous confie chaque année plus d'enfants maltraités, le taux de chômage reste fort, le maintien des personnes âgées à domicile élevé. Dans le même temps, l'Etat ne nous verse plus depuis des années la totalité des compensations pourtant prévues par la loi afin de partager cette charge».

Le 5 juin jour de dépassement social

« Où sont les "gestes forts" dont on nous parle quand, chaque année à partir du 5 juin, c'est le Département qui doit se substituer à l'Etat pour payer à sa place, et jusqu'à la fin de l'année, le RSA, la Prestation pour les handicapés et l'APA ? Où sont ces gestes quand la politique migratoire (qui n'est pas de la compétence du Département) du Gouvernement fait passer le budget consacré par le Département à l'accueil d'urgence des mineurs non accompagnés de 790 000€ en 2015 à 3,5M€ en 2017 ? », souligne Philippe Martin qui s'inquiète sur l'avenir du Département : « Ce qui est en péril dans cette affaire, ça n'est pas l'avenir du Département en tant que tel. Ce qui est en péril, ce sont les politiques volontaires que nous mettons en œuvre au quotidien pour nos concitoyens, et en particulier pour les plus modestes ».

Et de conclure : « Quand près de 80% des départements, de droite comme de gauche, et 10 départements sur 13 en Occitanie, décident de ne pas signer les Pactes financiers de l'État, ce n'est pas qu'ils recherchent une quelconque posture politicienne, mais c'est qu'ils jugent sévèrement un retour en arrière sur les acquis de la décentralisation et l'absence de confiance du gouvernement envers les collectivités locales. Saisir une main tendue, pourquoi pas ? Mais pas si celle-ci a pour but de broyer la vôtre », tranche Philippe Martin.

Après le discours du Président du Conseil Départemental ce sont huit Conseillers départementaux qui sont intervenus, Michel Gabas, Christophe Terrain, Xavier Bellenghien, Vincent Gouanelle, Claude Bourdil, Francis Larroque, Bernard Ksaz, Christine Ducarrouge.

Michel Gabas : « C'est une centralisation Jacobine qui commence. Nous sommes responsables nous n'allons pas signer le Pacte ». Christophe Terrain : « Je m'abstiendrai ». Bernard Ksaz : « On nous fais les poches ».

C'est à la majorité moins une abstention que les Conseillers Départementaux votent contre le Pacte financier que lui propose l'État.



Les postiers en grève de Vic-Fezensac ont pris la parole.



Les Conseillers Départementaux dans l'hémicycle.